## Nouvelle progression de la dette nette des SNF françaises en 2024

- En 2024, la dette nette des sociétés non financières a encore augmenté, en raison à la fois de la hausse de la dette brute et du recul des avoirs de trésorerie.
- Si les entreprises françaises ont continué à recourir de façon importante au crédit à l'investissement, leurs encours de crédits de trésorerie se sont réduits.
- Le ratio dette brute sur PIB a toutefois diminué en 2024 (le dénominateur ayant crû plus vite)
  celui de la dette nette sur PIB est resté stable.

<u>Remarque</u>: dans cette note, l'endettement net des SNF est égal à la différence entre, d'une part, les crédits bancaires obtenus des banques résidentes et les titres de dette émis par les entreprises (dette brute) et, d'autre part, les dépôts bancaires¹ ainsi que les placements en OPC monétaires² de ces mêmes entreprises (avoirs de trésorerie).

L'encours de la dette nette des sociétés non financières (SNF) a progressé en 2024 d'un montant équivalent à celui de l'année précédente (+54,4 Mds€, après +56,5 Mds€ en 2023 ; cf. tableau 1). La hausse s'est concentrée sur le deuxième trimestre de l'année (cf. graphique 1). L'augmentation de la dette nette des SNF s'explique à la fois par la poursuite de l'accroissement de la dette brute (+29,3 Mds€), et le recul des avoirs de trésorerie (-25,2 Mds€) :

- L'augmentation de la dette brute est portée quasi exclusivement par celle des crédits bancaires (+27,4 Mds€ en 2024, après +25,3 Mds€ en 2023), les titres de créance ne progressant que de façon limitée (+1,9 Md€, après + 10,1 Mds€). Ce sont les crédits d'investissement qui ont continué à croitre de façon importante (+33,6 Mds€, après +40,6 Mds€) tandis que celui de la composante trésorerie a à nouveau diminué, dans une proportion moindre qu'en 2023 (-9,2 Mds€, après -21,0 Mds€).
- Les entreprises ont davantage puisé dans leurs avoirs de trésorerie en 2024 que l'année précédente (-25,2 Mds€, après -21 Mds€ en 2023) en réduisant à nouveau leurs encours de dépôts à vue (-17,6 Mds€) et, dans une moindre mesure, en vendant des titres d'OPC monétaires (-6,9 Mds€). Elles ont également cessé leurs transferts de trésorerie vers les dépôts rémunérés (-0,7 Md€, après +78,7 Mds€).

L'encours de dette nette des SNF (différence entre les encours de dette brute et de trésorerie) a ainsi atteint 1 211,3 Mds€ à fin décembre 2024, en hausse de +4,5 % par rapport à fin 2023 (cf. Tableau 1). Les effets de valorisation sont faibles.

-

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Dépôts à vue, dépôts à terme et livrets.

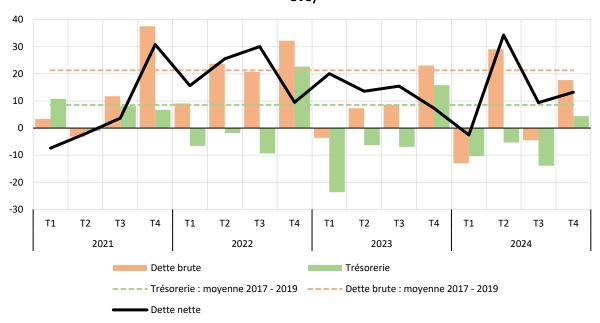
<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> OPC monétaires résidents.

Tableau 1 : Trésorerie, dette brute et dette nette des sociétés non-financières (en Mds€)

		Flux annuel					2024	
		2019	2020	2021	2022	2023	Flux annuel <sup>b)</sup>	Encours fin dec. <sup>a)b)</sup>
Trésorerie	(1)	39,8	203,9	24,5	5,0	-21,0	-25,2	869,4
Dépôts bancaires	(a)	55,0	171,3	38,2	17,9	-26,9	-18,3	806,1
- dépôts à vue		54,2	160,1	46,0	-37,6	-105,6	-17,6	518,9
- dépôts rémunérés		0,9	11,2	-7,8	55,5	78,7	-0,7	287,3
OPC monétaires		-15,2	32,7	-13,8	-12,9	5,9	-6,9	63,3
Dette brute	(2)	91,5	218,6	48,7	87,4	35,4	29,3	2 080,8
Crédits bancaires	(b)	51,6	141,3	43,7	91,9	25,3	27,4	1375,6
- trésorerie		-0,7	89,6	-7,4	23,8	-21,0	-9,2	311,1
- investissement		45,5	46,8	45,0	64,2	40,6	33,6	989,9
- autre		6,7	5,0	6,1	3,9	5,8	3,0	74,5
Titres de créance		40,0	77,2	5,0	-4,5	10,1	1,9	705,2
Dette nette	(2)-(1)	51,7	14,6	24,2	82,4	56,5	54,4	1 211,3
Crédits - dépôts	(b)-(a)	-3,5	-30,0	5,5	74,0	52,3	45,6	569,5

<sup>(</sup>a) La somme des flux peut différer de la variation d'encours en raison d'effets de valorisation

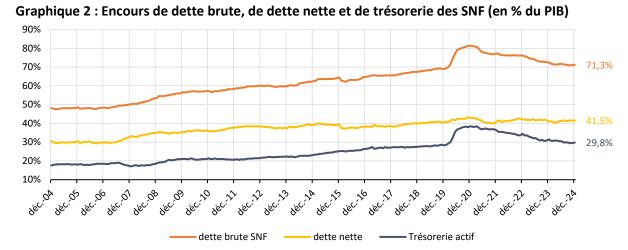
Graphique 1 : Flux trimestriels de trésorerie, de dette brute et de dette nette des SNF (en Mds€, CVS)



Sources : statistiques monétaires et de titres (Banque de France)

Mesurée en pourcentage du PIB, la dette brute des SNF a diminué en 2024 tout en continuant d'évoluer au-dessus de son niveau pré-COVID (71,3 % fin 2024, après 72,5 % fin 2023, contre 68,9 % fin 2019 ; cf. graphique 2). De même, l'encours de trésorerie qui s'est réduit (29,8 % fin 2024, après 31,5 % fin 2023) demeure toujours supérieur à son niveau pré-COVID (28,3 % fin 2019). En conséquence, le ratio d'endettement net est relativement stable depuis fin 2022 (41,5 % fin 2024 contre 41,0 % fin 2023).

<sup>(</sup>b) Chiffres provisoires



Sources : statistiques monétaires et de titres (Banque de France) ; comptes nationaux (INSEE) ; dernier point : décembre

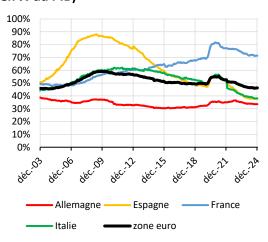
En 2024, les ratios d'encours de dette brute et de dette nette des SNF françaises (cf. graphiques 3 et 4) sont restés supérieurs à ceux de la moyenne zone euro (respectivement 71 % contre 46 % en décembre 2024 et 42 % contre 22 %).

La croissance annuelle des crédits bancaires aux SNF a été plus élevée en 2024 en France (+2,0 % en décembre) qu'en moyenne dans la zone euro (+1,5 %; cf. graphique 5). Ceci peut s'expliquer par un taux d'autofinancement des entreprises plus faible en France, et un coût du crédit bancaire plus bas (4,19 % vs 4,24 % en moyenne zone euro en décembre 2024; cf. graphique 6).

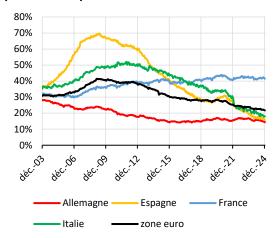
En revanche les émissions de titres de dette ont augmenté à un rythme moins élevé en France (+0,3 % en glissement annuel) qu'en zone euro (+3,2 %; cf. graphique 7) et le taux d'intérêt des nouvelles émissions a dépassé celui de nos voisins européens (3,48 % en décembre 2024 pour la France contre 3,26 % en zone euro; cf. graphique 8).

Graphique 3 : Encours de dette brute des SNF (en % du PIB)

2024



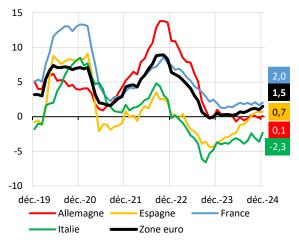
Graphique 4: Encours de dette nette des SNF (en % du PIB)

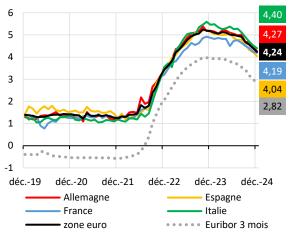


Sources : statistiques monétaires et de titres (Banque de France, BCE) ; comptes nationaux (INSEE, Eurostat) ; dernier point : décembre 2024

encours de crédits aux SNF, en %

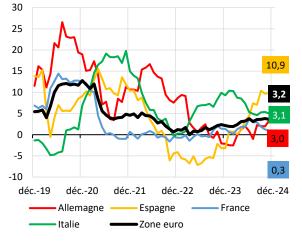
Graphique 5 : Taux de croissance annuel des Graphique 6 : Taux d'intérêt des nouveaux crédits aux SNF, en %

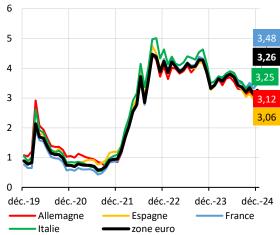




Graphique 7 : Taux de croissance annuel des Graphique 8 : Taux d'intérêt des nouvelles encours de titres de créance SNF, en %

émissions de titres de créance aux SNF, en %





Sources : statistiques monétaires et de titres (Banque de France, BCE) ; dernier point : décembre 2024